

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/LDC/W/40  
12 juin 2007

(07-2468)

---

Sous-Comité des pays les moins avancés

## APERÇU DES TRAVAUX DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE

Note du Secrétariat<sup>1</sup>

### I. INTRODUCTION

1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) est un programme mondial de renforcement des capacités et de coopération technique établi par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

2. Le FANDC a pour origine une déclaration publiée conjointement par les Chefs de secrétariat de la Banque mondiale, de la FAO, de l'OIE, de l'OMC et de l'OMS à la Conférence ministérielle de Doha en novembre 2001. Dans cette déclaration, les cinq organisations sont convenues d'étudier conjointement de nouveaux mécanismes techniques et financiers pour favoriser la coordination et la mobilisation des ressources. Elles sont également convenues d'établir des alliances entre les organismes de normalisation et les institutions de mise en œuvre et de financement de façon à garantir une utilisation plus efficace des ressources techniques et financières. Le FANDC est né de cette déclaration en 2002.

3. Le FANDC est un mécanisme à la fois de coordination et de financement. Il a pour objectifs stratégiques:

- d'aider les pays en développement – en particulier les pays les moins avancés (PMA)<sup>2</sup> et les autres économies à faible revenu<sup>3</sup> – à accroître leurs connaissances ainsi que leur capacité d'analyse et de mise en œuvre des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales et à améliorer ainsi leur situation sanitaire, zoonositaire et phytosanitaire, et leur capacité de s'assurer un accès aux marchés et de le conserver; et
- de faciliter la coordination entre fournisseurs de la coopération technique, la mobilisation de fonds, l'échange de données d'expérience et la diffusion des bonnes

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> La liste des PMA peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.un.org/special-rep/ohrrls/ldc/list.htm>.

<sup>3</sup> La liste des autres économies à faible revenu peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.worldbank.org/>.

pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, tant du point de vue des fournisseurs que de celui des bénéficiaires.

## II. COORDINATION

4. En tant que mécanisme de coordination, le FANDC est un lieu d'échange de renseignements sur les activités passées, présentes et planifiées en matière de coopération technique dans le domaine SPS. Ce rôle de coordination consiste principalement à établir des rapports concernant les activités de coopération technique fournies ou planifiées, à échanger des données d'expérience relatives à la mise en œuvre des projets et des programmes et à faire connaître les bonnes pratiques concernant la coopération technique dans le domaine SPS, aussi bien du point de vue des fournisseurs que de celui des bénéficiaires. Un autre aspect de la fonction de coordination du FANDC consiste à faire en sorte que les projets et autres initiatives proposées ne fassent pas double emploi avec des activités de coopération technique passées, présentes ou planifiées. Le rôle de coordination du FANDC a été renforcé dans la nouvelle stratégie à moyen terme récemment adoptée.

## III. FINANCEMENT

5. En tant que mécanisme de financement, le FANDC propose deux types de dons. Des dons pour l'élaboration de projets, pouvant aller jusqu'à 20 000 dollars EU, sont accordés pour l'élaboration de propositions. Mécanisme essentiel pour le développement du programme du FANDC, ces dons contribuent à remédier aux problèmes que les pays en développement rencontrent lorsqu'ils cherchent à définir leurs besoins dans le domaine SPS et, sur cette base, à mettre au point des projets viables. Les dons pour l'élaboration de projets sont également un moyen de créer des synergies avec d'autres initiatives en cours – en particulier le Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés.<sup>4</sup>

6. Les dons pour les projets visent à traiter les aspects fondamentaux du renforcement des capacités SPS dans les pays bénéficiaires. Dans l'idéal, il devrait s'agir de projets à caractère novateur et préventif et/ou de projets pilotes pouvant être reproduits par d'autres donateurs. Les projets peuvent avoir pour but de remédier à un manque de renseignements ou de matériel pédagogique dans le domaine SPS ou d'améliorer la coordination. Ceux qui visent à apporter des solutions régionales aux préoccupations liées aux questions SPS sont particulièrement encouragés. Les organisations, publiques ou privées des PMA ou autres pays à faible revenu, peuvent obtenir des financements représentant jusqu'à 90 pour cent du coût total du projet. Le FANDC finance des projets qui vont généralement de 300 000 à 600 000 dollars EU.

7. Le FANDC a pour objectif de consacrer 40 pour cent de ses dons aux PMA et aux autres économies à faible revenu. Pour l'atteindre, il continue d'établir des synergies avec d'autres programmes de coopération technique. Le secrétariat du FANDC travaille en étroite collaboration avec le secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé pour aider à identifier les besoins SPS, à élaborer les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) et à développer les dons pour les projets. À ce jour, le nombre de projets spécifiquement axés sur des PMA qui ont été approuvés par le FANDC est de dix, auxquels s'ajoutent 17 dons pour l'élaboration de projets (sur un total de 23 projets et 23 dons pour l'élaboration de projets). De plus amples détails sur ces projets et dons pour l'élaboration de projets figurent à l'annexe 1.

---

<sup>4</sup> Pour plus de renseignements sur le Cadre intégré, consulter la page suivante: <http://www.integratedframework.org/francais.htm>.

#### IV. STRATÉGIE À MOYEN TERME (2007-2011)

8. Une nouvelle stratégie à moyen terme (2007-2011) a été adoptée pour le FANDC en décembre 2006.<sup>5</sup> Elle met l'accent sur le rôle que le FANDC doit jouer dans la coordination entre les fournisseurs de coopération technique, l'échange de données d'expérience et la diffusion des bonnes pratiques en ce qui concerne la coopération technique dans le domaine SPS, tant du point de vue des fournisseurs que de celui des bénéficiaires. Le FANDC continue de financer des projets, mais en insistant davantage sur l'élaboration de projets à l'aide des dons spécifiquement destinés à cette fin, et sur la mobilisation des donateurs pour qu'ils financent les projets qui en résultent. Il visera aussi à mobiliser des ressources financières auprès de la communauté des donateurs au sens large pour le financement de projets, plutôt que de s'appuyer exclusivement sur ses fonds budgétaires limités.

9. Dans le cadre de sa fonction de coordination, le FANDC étudie les possibilités de coopération technique dans le domaine SPS du point de vue des fournisseurs et des bénéficiaires, et cela dans trois régions. Les régions soumises à examen seront l'Amérique centrale<sup>6</sup>, la Communauté de l'Afrique de l'Est<sup>7</sup> et un sous-groupe de pays de l'ANASE.<sup>8</sup> Ces recherches contribuent à l'initiative plus vaste de l'Aide pour le commerce<sup>9</sup> et devraient apporter de précieuses indications non seulement sur la coopération future dans le domaine SPS, mais aussi sur la coopération technique dans d'autres domaines spécifiques. Les résultats des recherches du FANDC sur la "demande" et l'"offre" en retour seront présentés pendant les activités régionales organisées dans le cadre de l'Aide pour le commerce en Asie, en Afrique et en Amérique latine, prévues pour septembre et octobre 2007.

10. Les activités au titre de l'Aide pour le commerce seront suivies d'autres recherches et d'une coordination entre les pays de chaque région, l'objectif étant d'examiner l'efficacité des activités passées de coopération technique dans le domaine SPS, d'identifier les bonnes pratiques qui peuvent être reproduites dans des projets ou programmes de coopération futurs et de réfléchir à la manière de classer par ordre de priorité les besoins actuels. Ces recherches déboucheront sur des consultations régionales entre les donateurs, les bénéficiaires et les organisations s'occupant de coopération technique dans le domaine SPS en 2008.

11. L'idée est de reproduire cet exercice dans d'autres régions pendant la période de mise en œuvre de la stratégie à moyen terme (2007-2011). Outre d'autres consultations régionales, au moins un atelier/une consultation sera organisé au plan mondial pour faire en sorte que les enseignements tirés des consultations régionales puissent être diffusés à une plus grande échelle.

---

<sup>5</sup> La stratégie à moyen terme peut être téléchargée depuis le site Web du FANDC: <http://www.standardsfacility.org/fr/index.htm>.

<sup>6</sup> Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.

<sup>7</sup> Kenya, Ouganda et Tanzanie.

<sup>8</sup> Cambodge, République démocratique populaire lao et Viet Nam.

<sup>9</sup> Pour plus de renseignements sur l'Aide pour le commerce, consulter la page suivante: [http://www.wto.org/english/aid4trade\\_e.htm](http://www.wto.org/english/aid4trade_e.htm).

**ANNEXE 1: DIVERS PROJETS ET DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS EN FAVEUR DES PMA**

**a) Projets achevés**

<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Descriptif</b>	<b>Organisme chargé de la mise en œuvre</b>	<b>Budget en dollars EU</b>	<b>Mise en œuvre</b>	<b>État d'avancement</b>
STDF-10	Mise en œuvre au plan national du Portail international pour la sécurité sanitaire des aliments et la santé animale et végétale	Ouganda et Turquie (pays pilotes)	Élaborer un manuel d'utilisation du Portail pour aider les pays à créer un site Internet national pour l'échange de textes de lois et réglementations officielles sur l'innocuité des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux.	FAO	59 400	Début: mars 2005 Fin: septembre 2006	Évaluation en cours
STDF-20	Plans nationaux axés sur le développement dans le domaine SPS	Ouganda et Pérou (pays pilotes)	Mise au point d'une méthode pour identifier systématiquement et hiérarchiser les besoins des pays en développement en matière de renforcement des capacités SPS, qui encourage la coopération entre les donateurs et les parties prenantes du secteur privé et du secteur public dans les pays bénéficiaires, l'accent étant mis sur l'amélioration de l'accès aux marchés.	OMC	170 862	Début: novembre 2004 Fin: mars 2007	Évaluation en cours
STDF-89	Atelier international sur l'analyse des risques phytosanitaires	Participants de pays en développement et pays les moins avancés	Assurer un financement pour permettre à 29 fonctionnaires de pays en développement et de pays moins avancés d'assister à un atelier sur l'analyse des risques phytosanitaires, organisé au Canada (du 24 au 28 octobre 2005).	FAO	147 000	Début: octobre 2005 Fin: mai 2007	Évaluation en cours

b) Projets en cours

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-13	Élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action pour certaines régions d'Afrique pour leur permettre de développer leur capacité de respecter les normes sanitaires applicables au bétail sur pied et aux produits de l'élevage	Djibouti, Éthiopie et Mali	Élaborer des stratégies régionales pour accroître les capacités des services vétérinaires et d'autres parties prenantes pour l'exportation de bétail et de produits de l'élevage, l'accent étant mis sur l'amélioration de la surveillance et de la notification des maladies animales et de la lutte contre ces maladies, ainsi que sur la mise en œuvre des normes zoosanitaires internationales.	OIE/FAO	305 000	Début: octobre 2006 Fin: À confirmer	Mise en œuvre en cours
STDF-65	Modèle pour l'élaboration d'un système public/privé de contrôle de la sécurité pour l'exportation de fruits tropicaux	Guinée	Élaborer un système de contrôle de la sécurité dans le secteur des exportations de fruits tropicaux. Établir un groupe d'experts de la gestion de la sécurité pour aider les entreprises à mettre en œuvre des systèmes de contrôle et préparer le terrain en vue de la mise en place d'un corps d'inspection public.	CNUCED	600 000	Début: décembre 2005 Fin: mai 2008	Mise en œuvre en cours
STDF-146	Renforcement des contrôles phytosanitaires au Mali – en particulier pour les exportations de mangues	Mali	Renforcer la capacité du système national de contrôle phytosanitaire de respecter les normes SPS internationales. Fournir un soutien institutionnel et opérationnel pour faciliter le commerce des fruits et des légumes (en particulier des mangues) et pour contribuer à la diversification des exportations et à la réduction de la pauvreté.	Ministère du commerce (point de coordination du CI)	508 000	Début: février 2007 Fin: février 2009	Mise en œuvre en cours

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-145	Initiative concernant les normes applicables à l'exportation de produits horticoles du Rwanda (RHESI)	Rwanda	Répondre aux besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités SPS identifiés par les parties prenantes du secteur et établir un système de gestion de la préservation des végétaux conforme aux normes SPS, qui inspirera confiance aux partenaires commerciaux (promotion des bonnes pratiques, réforme juridique, développement informationnel et surveillance).	Université de l'État du Michigan	526 674	Début: À confirmer Fin: À confirmer	Dans l'attente de la conclusion du contrat
STDF-113	Renforcement des contrôles SPS au Burundi	Burundi	Renforcer les capacités du Bureau des normes du Burundi, au moyen d'une formation sur le respect des normes SPS, à l'intention des fonctionnaires du secteur public et des employés du secteur privé. Définir les stratégies et les moyens nécessaires pour introduire un système de points de contrôle critiques pour l'analyse des risques (HACCP). (Une attention particulière devrait être accordée au secteur de l'agroalimentaire.)	À définir	513 000	Début: À confirmer Fin: À confirmer	Financement par un autre donateur recommandé
STDF-134	Renforcement des capacités permettant d'améliorer les résultats commerciaux de certains pays africains dans le secteur de la pêche	Bénin, Gambie, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone	Aider les pays à mieux comprendre les questions SPS et dispenser une formation concernant la manutention du poisson dans des conditions hygiéniques sur les plages. Établir une base de données contenant des renseignements d'ordre technique et commercial, pour encourager la diffusion des données recueillies vers d'autres pays de la région.	FAO	469 000	Début: À confirmer Fin: À confirmer	Dans l'attente de la conclusion du contrat

<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Descriptif</b>	<b>Organisme chargé de la mise en œuvre</b>	<b>Budget en dollars EU</b>	<b>Mise en œuvre</b>	<b>État d'avancement</b>
STDF-170	Renforcement de la capacité des fonctionnaires des administrations publiques chargés des questions SPS de mettre effectivement en œuvre les mesures SPS	Népal	Fournir un soutien au Ministère de l'agriculture et des coopératives pour la mise en œuvre effective des mesures SPS afin de réduire les risques liés à l'innocuité des produits alimentaires pour les consommateurs nationaux, renforcer la protection des animaux et la préservation des végétaux et promouvoir le développement économique par l'accroissement des exportations alimentaires et agricoles.	FAO	321 600	Début: À confirmer Fin: À confirmer	Dans l'attente de la conclusion du contrat

c) Projets dont l'approbation a été retirée

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-64	Facilitation du commerce du bétail à Djibouti	Djibouti	Aider les secteurs public et privé à mettre en œuvre une législation SPS conforme aux normes de l'OIE, par des évaluations des risques, des activités liées à la vérification, la traçabilité et la certification, pour faciliter le commerce du bétail et des produits de l'élevage.	FAO	560 000	Absence d'accord FAO-OMC	Recherche de solutions pour trouver un financement directement auprès d'un donateur bilatéral
STDF-48	Contrôle de la qualité des produits agricoles au Bénin, en particulier des noix de karité et noix de cajou	Bénin	Appliquer de bonnes pratiques agricoles (activités de formation et de renforcement des capacités), afin de régler les problèmes de contamination par la mycotoxine des noix de karité et des noix de cajou, en vue de contribuer au développement des marchés nationaux, régionaux et internationaux, dans le respect des normes de qualité internationales.	IITA	260 000	Problèmes de définition du budget et d'utilisation de la capacité des laboratoires	Requérant invité à mettre à jour et à présenter une nouvelle fois sa demande
STDF-69	Renforcement de la capacité de garantir la qualité et d'assurer la sécurité sanitaire des produits de la mer yéménites	Yémen	Permettre à l'Association des transformateurs des produits de la mer du Yémen de développer la capacité de ses membres de mieux respecter les prescriptions commerciales dans le domaine SPS et, partant, d'améliorer la qualité et l'innocuité des produits de la mer et d'accéder aux principaux marchés étrangers.	Banque mondiale	371 075	Absence d'accord Banque mondiale-OMC	Accord-cadre CCI-OMC élaboré pour faciliter la mise en œuvre



d) Dons pour l'élaboration de projets

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-61	Conseiller chargé des normes SPS et des questions commerciales, Cambodge	Cambodge	Sur la base de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) et d'autres examens nationaux pertinents, étudier les possibilités d'assistance technique par des contacts avec les principales parties prenantes et la présentation d'une proposition de projet.	OMC	20 000	Début: avril 2005 Fin: juillet 2005	Financement non approuvé
STDF-64	Facilitation du commerce du bétail à Djibouti	Djibouti	Sur la base de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) et d'autres examens nationaux pertinents, mener des recherches plus poussées sur les contraintes SPS dans le secteur de l'élevage et présenter une proposition de projet d'assistance technique.	OMC	20 000	Début: mai 2005 Fin: août 2005	Financement approuvé
STDF-63	Contrôle de la qualité des produits agricoles au Bénin	Bénin	Sur la base de l'EDIC et d'autres examens nationaux pertinents, appliquer un outil d'évaluation spécifique et aider l'Institut international d'agriculture tropicale et l'Institut national des recherches agricoles à présenter au FANDC des demandes de financement remaniées.	OMC	20 000	Début: juin 2005 Fin: juillet 2005	Financement approuvé
STDF-65	Modèle pour l'élaboration d'un système de contrôle de la sécurité pour l'exportation de fruits tropicaux en Guinée	Guinée	Sur la base de l'EDIC et de l'étude de la CNUCED, organiser une consultation avec les parties prenantes au niveau national pour identifier des actions prioritaires en vue du respect des normes SPS et présenter une proposition de projet d'assistance technique qui corresponde à l'une ou plusieurs de ces actions prioritaires.	CNUCED	20 000	Début: juin 2005 Fin: août 2005	Financement approuvé

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-66	Stratégie visant à accroître la capacité de respecter les normes SPS et protocoles agroalimentaires des détaillants pour faciliter les exportations	Mozambique	Sur la base de l'EDIC et l'étude de la CNUCED, organiser une consultation avec les parties prenantes au niveau national pour identifier des actions prioritaires en vue du respect des normes SPS et présenter une proposition de projet d'assistance technique qui corresponde à l'une ou plusieurs de ces actions prioritaires.	CNUCED	20 000	Début: mai 2005 Fin: août 2005	Financement bilatéral approuvé (Royaume-Uni)
STDF-69	Projet concernant la manutention des poissons, l'amélioration de la sécurité et de la qualité	Yémen	Soumettre l'Association des transformateurs des produits de la mer à une évaluation afin d'améliorer la sécurité et la qualité des produits, harmoniser les normes et renforcer le respect des règles par les parties privées sur le marché national, et présenter une proposition de projet d'assistance technique.	OMC	20 000	Début: juillet 2005 Fin: août 2005	Financement approuvé
STDF-101	Évaluation des capacités du système national de contrôle des aliments de l'Érythrée	Érythrée	Évaluer les capacités du système national de contrôle des aliments et utiliser cette évaluation pour élaborer des projets adéquats, qui répondent aux besoins de l'Érythrée.	OMC	20 000	Début: janvier 2006 Fin: avril 2006	Financement non approuvé
STDF-88	Proposition sur la mise en valeur des ressources humaines pour l'application des mesures SPS au Népal	Népal	Identification des besoins d'assistance technique pour la mise en valeur des ressources humaines dans le domaine de l'application des mesures SPS, élaboration d'une matrice d'action pour une gestion effective et efficace des mesures SPS et élaboration d'une proposition de projet cohérente.	FAO	20 000	Début: novembre 2006 Fin: janvier 2007	Financement approuvé

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-102	Don pour l'étude des contraintes SPS et l'élaboration d'un projet visant la diversification des exportations	Mali	Compléter les initiatives existantes visant à diversifier les exportations (au titre du Cadre intégré) en étudiant plus avant les contraintes SPS dans le secteur des fruits et légumes et, en consultation avec les parties prenantes, élaborer un projet pour faire face à ces contraintes.	OMC	20 000	Début: mars 2006 Fin: mai 2006	Financement approuvé
STDF-103	Initiative concernant les normes applicables à l'exportation de produits horticoles du Rwanda	Rwanda	Sur la base de l'EDIC, participer à un séminaire national sur les mesures SPS pour susciter l'intérêt des parties prenantes, mener des recherches sur le terrain au sujet des contraintes SPS dans le secteur horticole et présenter une proposition de projet d'assistance technique et un rapport concernant le travail sur le terrain.	OMC	20 000	Début: mars 2006 Fin: avril 2006	Financement approuvé
STDF-113	Soutien pour l'introduction du système de points de contrôle critiques pour l'analyse des risques (HACCP) dans les entreprises burundaises	Burundi	Examiner les besoins en matière d'assistance technique dans le domaine SPS en appliquant le mécanisme conjoint OMS/FAO d'évaluation des services officiels de contrôle afin d'examiner la situation alimentaire et présenter une proposition de projet d'assistance technique correspondant aux besoins identifiés dans l'évaluation.	OMC/Bureau des normes du Burundi	19 740	Début: octobre 2006 Fin: décembre 2006	Recherche d'un financement autre que par le FANDC
STDF-52	Initiative régionale pour aider les exportateurs malawiens et zambiens à lutter contre la contamination par l'aflatoxine	Malawi et Zambie	Élaborer un projet qui remédiera aux problèmes de gestion après récolte dans le secteur du paprika et des arachides, en particulier pour ce qui est de la contamination par l'aflatoxine; assurer des consultations avec les secteurs privé et public et contacter les donateurs.	OMC	30 000	Début: février 2007 Fin: août 2007	Mise en œuvre en cours

Numéro du projet	Titre	Bénéficiaires	Descriptif	Organisme chargé de la mise en œuvre	Budget en dollars EU	Mise en œuvre	État d'avancement
STDF-100	Évaluation des capacités du système de contrôle alimentaire national du Cap-Vert, une attention particulière étant accordée au secteur de la pêche	Cap-Vert	Aider le Cap-Vert à évaluer les capacités de son système de contrôle alimentaire et élaborer un projet de suivi adéquat, conforme aux besoins du pays (une attention particulière devrait être accordée à l'accession à l'OMC et aux besoins du secteur de la pêche).	OMC	20 000	Début: décembre 2006 Fin: février 2007	Mise en œuvre en cours
STDF-126	Assistance pour la création d'une branche de production horticole structurée en Tanzanie	Tanzanie	Élaborer un plan d'activité pour l'Association horticole tanzanienne et une stratégie à moyen terme pour traiter efficacement la question de la conformité aux normes internationales et augmenter les possibilités commerciales.	OMC	5 500	Début: septembre 2006 Fin: février 2007	Mise en œuvre en cours
STDF-46	Renforcer la capacité d'application des normes du Codex dans la région africaine	Bénin et Tanzanie	Mener des recherches sur le terrain au sujet des activités SPS en cours, identifier les normes et lignes directrices prioritaires du Codex, établir des contacts avec les principales parties prenantes, obtenir le soutien de la communauté des donateurs et présenter deux propositions de projet d'assistance technique.	OMS/OMC/ Banque mondiale	20 000	Début: août 2006 Fin: novembre 2006	En cours de révision
STDF-127	Renforcer la capacité de la Chambre de commerce d'administrer les normes SPS en vue de la promotion des exportations	Bénin	Établir un centre d'information à l'intérieur de la Chambre de commerce du Bénin, pour que les entreprises soient informées des mesures SPS qui affectent leurs exportations en cours ou prévues et examiner la faisabilité d'une approche régionale bien ciblée dans l'UEMOA.	OMC	20 000	Début: novembre 2006 Fin: février 2007	Mise en œuvre en cours

<b>Numéro du projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Descriptif</b>	<b>Organisme chargé de la mise en œuvre</b>	<b>Budget en dollars EU</b>	<b>Mise en œuvre</b>	<b>État d'avancement</b>
STDF-165	Améliorer les contrôles SPS dans la production de fruits de Madagascar	Madagascar	Améliorer la production fruitière en vue du respect des prescriptions SPS.	À confirmer	20 000	Début: À confirmer Fin: À confirmer	Dans l'attente de la conclusion du contrat